

Quel avenir pour le Vieux-Québec ?

Les États généraux du Vieux-Québec

Constat initial

Mai 2009

Une initiative du Comité des citoyens du Vieux-Québec



Organisés en collaboration avec l'Institut du Nouveau Monde
du printemps 2009 à l'automne 2010



TABLE DES MATIÈRES

Objectif des États généraux du Vieux-Québec	1
Mandat	1
Notes sur la documentation et les données statistiques	2
Chronologie	4
1. La fonction résidentielle	7
2. La fonction commerciale et d'affaires	14
3. La fonction institutionnelle et administrative	19
4. La fonction culturelle et patrimoniale	24
5. La fonction touristique	27
Des irritants : la circulation et le bruit	34
Que sera le Vieux-Québec dans 30 ans?	35
Quelques questions :	37
Bibliographie	38

Ce constat est le fruit du travail de :

Nathalie Hamel

Ph. D. – Ethnologue

avec la collaboration de

Étienne Berthold

Ph. D. – Historien du patrimoine

Objectif des États généraux du Vieux-Québec

Il s'agit de permettre aux gouvernements, à la Ville de Québec et à tous les autres décideurs dont l'influence est marquante, en collaboration avec les experts pertinents et les citoyens concernés, de prendre aujourd'hui les décisions qui s'imposent pour que le Vieux-Québec soit, dans trente ans et au-delà, celui que l'on veut.

Mandat

Le Comité des Citoyens du Vieux-Québec (CCVQ) convoque la tenue des États généraux du Vieux-Québec et en confie l'organisation à l'Institut du Nouveau Monde (INM). Dans ce contexte, on nous a demandé de préparer un document afin de structurer l'information disponible et d'en recueillir plus amplement, dans l'objectif de dresser le constat initial servant à structurer les États généraux en déterminant une série de thèmes à y aborder et à stimuler les débats.

Nous avons défini un certain nombre de sujets à traiter, en fonction de l'évolution du secteur. Les sujets sont regroupés selon les cinq principales fonctions du Vieux-Québec, qui sont reliées entre elles :

1. la fonction résidentielle
2. la fonction commerciale et d'affaires
3. la fonction institutionnelle et administrative
4. la fonction culturelle et patrimoniale
5. la fonction touristique

Pour cerner l'évolution des enjeux relatifs à ces fonctions, nous avons décidé de présenter les problématiques qui leur sont associées à trois moments précis. Ce choix s'explique par le désir de cerner la façon dont ces questions, qui reviennent constamment dans les documents et les études portant sur le Vieux-Québec, se sont transformées au fil du temps. Si d'un moment à l'autre les thèmes sont les mêmes, les enjeux ont sans doute évolué, du moins peut-on l'espérer, puisque de multiples actions ont été entreprises en vue de corriger certains problèmes. Pour chacune des fonctions retenues, nous poserons donc un regard sur trois moments précis de l'évolution du Vieux-Québec, séparés par une vingtaine d'années :

- **1963 : moment du décret d'arrondissement historique.** Le décret d'arrondissement historique vient concrétiser une volonté croissante de protéger le secteur et d'en faire un attrait touristique. Les investissements qui suivront favoriseront la revitalisation du Vieux-Québec. Il s'agit donc d'une décision importante pour l'évolution subséquente du secteur, qui sera placée en lien avec l'état des lieux et les transformations au cours de la décennie précédente.
- **1985 : année où Québec est inscrite sur la liste des sites du patrimoine mondial.** L'obtention de ce titre est favorisée, entre autres, par les interventions de conservation et

de mise en valeur du patrimoine qui ont suivi le décret d'arrondissement historique. De plus, les célébrations du 450^e anniversaire de la venue de Jacques Cartier en 1984 ont été l'occasion de multiples travaux et investissements dans le Vieux-Québec, particulièrement dans le secteur du Vieux-Port.

- **2009 : le Vieux-Québec aujourd'hui.** Ce sont largement les enjeux actuels qui alimentent les questionnements face à l'avenir et qui ont permis de sélectionner les sujets traités dans ce document.

Le document se découpe selon les cinq fonctions. Pour chacune d'elles, le regroupement d'informations selon les trois périodes devrait mettre en évidence les transformations des préoccupations et des enjeux au fil du temps. Bien qu'ils offrent des instantanés de moments précis, ces portraits seront néanmoins mis en contexte avec les changements observés dans le secteur au cours des années précédentes, afin de dégager l'émergence ou l'évolution des enjeux. En outre, une chronologie sommaire présentée en début de document énumère les principaux projets associés à chaque période, qu'il s'agisse de projets de construction, d'aménagement ou de démolition.

Ce document cherche à rassembler un ensemble d'informations au sujet des divers enjeux qui touchent le Vieux-Québec aujourd'hui, en jetant un regard sur le passé, afin de dresser un constat qui alimentera les discussions lors des étapes préliminaires des États généraux. Il s'agit de distinguer clairement la direction dans laquelle s'inscrit l'évolution du Vieux-Québec depuis 50 ans pour être en mesure, dans une étape ultérieure, d'extrapoler sa situation probable dans trente ans. Le texte est agrémenté de quelques caricatures de Raoul Hunter¹.

Notes sur la documentation et les données statistiques

La documentation traitant du Vieux-Québec est très abondante. Les rapports et les études se sont multipliés depuis les années 1950 : enquêtes, plans d'urbanisme et d'aménagement, études historiques et archéologiques, mémoires et thèses en sciences sociales, etc. Il s'agit très certainement du quartier le plus étudié de la ville de Québec, et sans doute les citoyens du Vieux-Québec sont-ils parmi les plus sondés quant à leur opinion sur leur milieu de vie. Étant donné le peu de temps accordé pour la production de ce constat, la recherche a été limitée à une sélection de documents permettant de tracer un portrait sommaire en lien avec les thèmes identifiés, à chacune des dates retenues. Nous nous concentrons principalement sur la documentation produite autour de ces dates, tout en utilisant au besoin des études réalisées au cours des périodes intermédiaires. Il va sans dire que la documentation n'est pas aussi abondante pour chacun des thèmes à chacune des périodes et que des lacunes apparaîtront. Par exemple, les données de l'enquête sur l'habitation réalisée en 1959 ont peu d'équivalent par la suite (*cf.* Ville de Québec, 1961). Quant aux données quantitatives sur le

¹ Les caricatures proviennent du site Web suivant : Bibliothèque et Archives nationales du Québec (2007), « La ville de Québec sous caricature: Raoul Hunter 1956-1989 »

[En ligne] http://www.banq.qc.ca/histoire_quebec/parcours_thematiques/hunter/index.jsp.

commerce et le tourisme, elles sont très partielles. La durée du mandat de la Phase I n'a pas permis d'explorer à fond toutes ces questions, mais nous espérons néanmoins que des pistes à approfondir émergeront par les questions qui seront soulevées à la suite de la lecture de ce document.

Outre l'abondance de la documentation –qui reste malgré tout lacunaire à certains égards– l'une des principales difficultés vient du fait que les limites du territoire couvert varient d'une étude à l'autre, se limitant parfois à la Haute-Ville (soit l'intérieur des fortifications), parfois à la Basse-Ville, quand ce n'est pas à un secteur particulier (le Cap-Blanc, le Vieux-Port). Le territoire couvert dans ce constat correspond aux limites de l'arrondissement historique décrété en vertu de la Loi sur les biens culturels (incluant la ville fortifiée, la Basse-Ville, la côte d'Abraham, une partie du secteur du Palais et du Cap-Blanc). Pour des raisons d'allègement du texte, nous désignons tout ce territoire par l'expression Vieux-Québec.

Le lecteur devra utiliser avec une extrême prudence les données statistiques citées dans le présent document. Si les données les plus récentes sont généralement fiables, elles ne peuvent être mises en relation avec les données plus anciennes qu'avec une grande précaution, car les méthodes de collecte et les catégories ne sont pas comparables. Ceci est valable autant pour le domaine du tourisme que pour celui du commerce. Quant aux données sur la population et l'habitation, à moins d'indications contraires elles proviennent essentiellement des recensements du Canada (1951, 1961, 1986, 2006).

Chronologie²

1950

- Agrandissement de l'Hôtel-Dieu de Québec :
- premier projet en 1944, démolition de trois maisons rue Charlevoix en 1952; construction d'une tour de 12 étages en 1955-56;
- démolition de l'aile d'Aiguillon en 1957
- Projet d'hôtel, rue des Jardins et Ste-Anne (1953) qui nécessite la démolition de l'Hôtel Lorraine et de bâtiments adjacents et déroge à la réglementation municipale par la hauteur du projet ; les bâtiments sont détruit en 1954, mais le projet n'est finalement pas réalisé; (Roy, 1995)
- Démolition de la maison Cadet (1955)
- Projet de démolition de la maison Montcalm (Jacquet) (octobre 1955)
- Rapport Gréber : Projet d'aménagement de Québec et sa région (1956)
- La Commission des monuments historiques achète divers bâtiments dans le Vieux-Québec : Maison Chevalier (1956), Jacquet (1957), Fargues (Estèbe) (1959)
- Projet d'agrandissement du stationnement du Château Frontenac (1957-1963) prévoyant la démolition de deux maisons rue Mont-Carmel
- Multiplication des projets de stationnements
- Parcs Canada prend à sa charge diverses propriétés fédérales (1958)
- Déménagement de l'Université Laval à Sainte-Foy (années 1950-1960)

1960

- Incendie de la maison Fornel au tout début des années 1960; première maison reconstruite à place Royale entre 1961-1964
- Édifice Chauveau : projet d'édifice moderne de 10 étages (1963)
- Aménagement du boulevard Champlain
- Agrandissement des limites de l'arrondissement historique (1964)
- printemps 1964 : début de la construction de l'édifice de 11 étages de la Banque Royale à la place d'Youville (hors arrondissement historique)
- Projet place Royale (1966-)
- Démolition de l'hôtel St-Louis (fin des années 1960, projet de stationnement) laissant place pendant plusieurs années à un parc
- Pavillon Carlton-Auger, Hôtel-Dieu (1969-70)

1970

- Place d'Youville : construction d'un stationnement public (1970)
- Réfection de la Place de l'Hôtel-de-Ville : construction d'un stationnement public

² Cette liste n'est pas exhaustive et vise seulement à offrir un aide-mémoire au lecteur.

- Rue St-Paul (démolition 1974)
- Petit Champlain 1976 : des hommes d'affaires achètent une suite d'immeubles sur la rue du Petit-Champlain et le boulevard Champlain pour en faire un quartier d'échoppes, de boutiques et de petits restaurants; en 1985, la Coopérative des artisans et boutiques du Petit-Champlain prend possession de l'ensemble du bâti
- Parc de l'Artillerie : Parcs Canada entreprend les restaurations en 1972
- Construction de l'autoroute Dufferin
- 1975 : création du Comité des citoyens du Vieux-Québec

1980

- Fermeture du Capitole (1982)
- Restauration de la Redoute Dauphine (1982-83)
- Déménagement du Palais de justice (1983)
- Aménagement du Vieux-Port, du Bassin Louise, de la Pointe-à-Carcy
- Réhabilitation de l'Îlot St-Nicolas (1984)
- Construction du Musée de la civilisation (1984-87)
- Marché du Vieux-Port (1985)
- Réouverture de la Gare du Palais (1985)
- Réhabilitation de l'entrepôt Thibaudeau (1985-86)
- Construction des Terrasses du Vieux-Port (1986)
- 1987 : aménagement de la Place d'Youville dans sa forme actuelle
- retour de l'École d'architecture de l'Université Laval dans le Vieux-Québec (1988)
- réouverture de l'Hôtel Victoria
- [Projet IMAX dans le vieux port (1988-1991)]
- 1989 : le parc immobilier de 47 immeubles de Place Royale est confié à la SODEC

1990

- Projet Méduse – restauration et reconstruction de maisons dans la côte d'Abraham (début des années 1990)
- École navale (1991)
- Conversion d'un ancien entrepôt en hôtel, rue St-Antoine (1992)
- Réouverture du Capitole (1992)
- Construction des Maisons de Beaucours (1997)/ démolition annexe ancien Palais de justice
- Instauration d'un système de stationnement sur rue avec vignette pour les résidents
- Construction du stationnement de l'Hôtel-Dieu
- Construction du Centre de recherche en cancérologie de l'Hôtel-Dieu sur le site incendié de l'église Saint-Patrick (1997)
- Construction de l'hôtel Palace Royal, Place d'Youville (1997-2000)
- Ouverture du Centre d'interprétation de Place Royale (novembre 1999)
- Projet de terminal de croisières (1999-2000)
- Interventions de la CCN (1997-2004 : plusieurs places publiques et monuments)

- Fermeture du Patro et de l'église Saint-Vincent-de-Paul

2000

- Interventions de la CCN (1997-2004 : plusieurs places publiques et monuments)
- Aménagement de l'avenue Honoré Mercier (2001-2002)
- Palais Montcalm, rénovation en 2007
- Promenade Samuel de Champlain (2008)
- Centre de la Francophonie des Amériques (2008)
- Démolition de l'église Saint-Vincent-de-Paul et sauvetage *in extremis* de la façade (2008)

1. La fonction résidentielle

Parmi les facteurs qui ont fortement influencé la composition de la population de la Haute-Ville du Vieux-Québec au cours des années 1950 et 1960, l'un des plus marquants est le départ de l'Université Laval vers un nouveau campus à Sainte-Foy³: « Le profil de la population change. Aux alentours du Séminaire, par exemple, on croise de plus en plus de personnes vivant dans de petits appartements, des chambreurs aussi, des femmes seules, employées, vendeuses ou ouvrières, ainsi que des touristes ». Selon Ethnoscop, cité par Jean Provencher, « la plupart des résidents occupent désormais des petits métiers au service du Château Frontenac, des commerces de la côte de la Fabrique ou de la fonction publique. » On compte maintenant des maisons de chambres dans toutes les rues et particulièrement sur les rues De Laval, Hébert et des Remparts. Fait nouveau, les grandes maisons de la rue Hamel offrent chambres et pension (Provencher, 2007 : 247).

En 1959, une vaste enquête sur l'état de l'habitation à Québec trace un portrait plutôt sombre du Vieux-Québec. L'enquête cherchait à « connaître le point de vue des Québécois sur la qualité des logements qu'ils habitaient et découvrir en même temps leurs besoins et leurs aspirations en matière d'habitation » (Ville de Québec et Martin, 1961a: IV). Le rapport offre un portrait intéressant de l'état du logement dans le Vieux-Québec quelques années avant le décret d'arrondissement historique. Il reflète bien les conceptions que l'on a des centres-villes urbains à l'époque et atteste une volonté d'accroître le territoire de la ville.

Dans l'ensemble, le Vieux-Québec y est considéré comme une « zone d'habitat moyen ». On note qu'il y a une faible population d'enfants et que l'âge moyen de la population est élevé. « Le logement typique du Vieux-Québec est petit, de trois pièces ou moins et aménagé dans des hôtels particuliers ou dans des immeubles où l'on trouvait autrefois d'immenses logements. Plusieurs logements de cette zone sont privés de services essentiels, tels que salle de toilette ou salle de bain à usage exclusif. » Le centre-ville est considéré comme un milieu de vie adéquat pour les célibataires mais il est jugé inapproprié pour les familles qui devraient être relogées dans les banlieues. Il n'est d'ailleurs pas sans intérêt de rappeler qu'à l'époque « le taux de mortalité infantile de Québec est l'un des plus élevés du Canada » (*Ibid.* : 5).

Certaines parties du Vieux-Québec sont perçues comme insalubres :

- la paroisse Notre-Dame-de-la-Garde, dont le rapport recommande le réaménagement (*Ibid.* : 31), car le secteur est « tout à fait inapte à l'habitation à cause de la présence de la

³ Les chiffres sur le nombre d'étudiants qui quittent le quartier varient selon les études, passant de 2 000 à 5 000. Selon Jean Hamelin, dans son *Histoire de l'Université Laval*, l'annuaire de 1950-1951 dénombre 118 professeurs de carrière et 1 720 étudiants. Cependant, « par les écoles et collèges affiliés à la Faculté des arts, l'université étend toujours son emprise sur d'importants segments du système scolaire. On dénombre 16 097 élèves inscrits dans des programmes qui mènent à un diplôme délivré par l'Université » (p. 190). L'inventaire économique et industriel de 1959 indique un total de 7 065 étudiants à l'Université Laval Québec (Province). Ministère de l'industrie et du commerce, *Inventaire économique et industriel*, Québec, Ministère de l'industrie et du commerce, 1959.

falaise, dangereuse par ses éboulis et qui privent ce quartier de soleil, une bonne partie de la journée, à cause aussi du voisinage du port avec ses fumées, son bruit, sa circulation lourde et rapide. » En conséquence, « Cette aire doit être vidée de sa population pour reprendre en partie son activité portuaire. Les immeubles comportant un intérêt architectural et historique devront être conservés et affectés à d'autres fins. » Ce secteur est habité par 1500 personnes, dont plusieurs familles nombreuses, « la population d'enfants y est considérable ». Il semble que l'attachement de cette population à son quartier pose un problème particulier, qui pourrait être contourné en rachetant les immeubles pour les démolir à mesure qu'ils deviendront vacants.

- la paroisse Notre-Dame-des-Victoires comporte elle aussi une forte proportion d'enfants, pour une population de 2 100 personnes, elle aussi fortement attachée à son quartier. L'insalubrité du quartier vient du délabrement des maisons, de la proximité de la falaise, de l'étroitesse des rues, de la vétusté des immeubles, des dangers de conflagration, de la proximité du port et du chemin de fer, de la fonction commerciale et financière du quartier. Bref, ce secteur « ne se prête pas à l'habitation ». Cependant, « la valeur historique et architecturale de nombre d'immeubles du quartier lui donne une préséance sur plusieurs autres dans le réaménagement. » « Les bâtiments de caractère historique devront être protégés et les maisons d'habitation transformées pour servir à une autre fin. Aucune population familiale ne devrait y vivre en permanence. Seul devrait y être prévu le logement des voyageurs amenés par la proximité du transport maritime. » (*Ibid.* : 32)
- toute la partie située au nord de la rue Sainte-Anne, qui est alors la partie la plus familiale du Vieux-Québec, et qui « est aussi, en partie, celle qui en est la plus malsaine ». Rappelons que la cartoucherie de la Dominion Arsenal était toujours en opération à cette époque (jusqu'en 1964). Le rapport recommande que l'on obtienne auprès du ministère de la Défense l'évacuation de la cartoucherie, et qu'en rénovant cette partie du Vieux-Québec « impropre présentement à l'habitation familiale, on adopte les mesures nécessaires pour décourager les familles avec enfants de s'y établir » (*Ibid.* : 34). On compte alors 360 familles dans le secteur, pour une population de 2 300 personnes. Leur attachement au quartier est semble-t-il « médiocre » et elles ne feront aucune difficulté pour se reloger dans d'autres parties de la ville. Plusieurs des immeubles sont insalubres et on retrouve dans ce secteur « nombre de ces petits logements québécois connus sous le nom de « flats », assez mal pourvus de commodités et souvent sans salle de toilette ni baignoire à usage exclusif. » Cependant, vu le style architectural et le caractère historique du quartier, il doit être préservé. Le rapport recommande qu'on y maintienne de petits logements, qui conviennent aux célibataires et aux personnes âgées. Cette aire du Vieux-Québec « devrait être rénovée plutôt que réaménagée », et ce, en collaboration avec le ministère de la Défense nationale ainsi qu'avec les commissions des monuments historiques québécoise et canadienne (*Ibid.* : 36). « Il faudra, de toute façon, utiliser cette aire à des fins variées : commerce, habitation et artisanat, mais en ayant soin d'en bannir l'industrie. »

Au début des **années 1970**, le *Concept socio-économique pour le Vieux-Québec*, un document produit par la firme Urbatique lors de l'élaboration du *Concept général de réaménagement du Vieux-Québec* (1970), diverge partiellement de cet avis quant aux orientations à donner à chacun de ces secteurs. Ainsi, pour le Cap-Blanc, « l'objectif principal consiste à préserver la fonction résidentielle de ce secteur » et l'on souhaite même en augmenter la population (Urbatique inc., [c1970]: 22). Pour la Place-Royale par contre, la proposition implique la disparition complète de la fonction résidentielle et la transformation des bâtiments en établissements de divertissement. Cette étude proposait par ailleurs « la préservation et même, si possible, le développement de la fonction habitation » en ramenant des unités familiales dans le Vieux-Québec (Urbatique inc., [c1970]: 4-5). La recherche réalisée par Urbatique dans le cadre du *Concept général de réaménagement du Vieux-Québec* (1970) avait identifié une demande récente de la part de ménages non-familiaux présentant des caractéristiques socio-économiques supérieures à la moyenne et ayant des exigences plus fortes quant à la qualité de l'habitation, ce qui se traduit par une demande de logements plus vastes. Deux secteurs sont alors affectés par ce phénomène: le quartier des gouverneurs et le secteur des Ursulines.

Alors qu'au début des années 1960, la population résidante vit dans le Vieux-Québec parce que les logements y sont abordables, les choses ont semble-t-il peu à peu changé. Selon l'enquête réalisée par l'anthropologue Andrée Gendreau, en 1976 il s'agit désormais du choix d'un mode de vie : « Les gens qui choisissent d'y vivre – car maintenant c'est un choix, ce qui ne l'était peut-être pas toujours pour les anciennes générations, surtout pour les mal nantis – le font donc à la fois parce que ce quartier est le symbole d'une culture, la leur, et parce qu'il permet un genre de vie libre, plus à la bohème qu'ailleurs. » (Gendreau, 1976: 85)

Une autre étude réalisée en 1977 par Poirier et autres, à la demande du CCVQ, repose sur les recensements de 1961, 1966 et 1971. Les locataires représentent 86.5 % de la population résidante du Vieux-Québec à cette dernière date. Ce chiffre s'approche du 83 % que nous avons calculé pour 1986. Les auteurs affirment que « La fonction résidentielle, à maints égards, est sérieusement menacée. Les logements sont exigus, provoquant un mouvement d'exode des familles vers la banlieue. La spéculation très forte sur les bâtiments entraîne la subdivision à l'extrême des pieds carrés intérieurs pour obtenir une rentabilité maximum. Les résidents (sic) font face à la loi de l'offre et de la demande quant au prix des loyers. » (Poirier, *et al.*, 1977 : 87)

Les auteurs délimitent deux secteurs, très différents quant à l'attitude des résidents face à leur lieu de résidence. « La zone au nord de la rue St-Jean groupe des ménages qui aiment peu leur quartier et leur logement. Ils y vivent par nécessité. Leurs logements en grande partie sont délabrés et les résidents (sic) souffrent particulièrement de l'alimentation coûteuse, du bruit insupportable, du stationnement rare et de l'invasion des « foireux ». » (Poirier, *et al.*, 1977 : 87) Une autre étude produite à la demande du CCVQ abonde dans le même sens : « Cette zone prend la physionomie d'un petit ghetto, replié et oublié; laissé en retrait, sa situation ne peut que s'aggraver. » (Lavallée, *et al.*, 1976 : 68) La restauration planifiée du Parc de l'Artillerie revitalisera sans doute ce secteur, mais les auteurs craignent

que ce ne soit au détriment de la population résidante, qui ne pourra sans doute pas assumer les coûts de ces logements rénovés. Quant à la zone au sud de la rue St-Jean, elle offre des logements généralement confortables et des infrastructures de bonne qualité. De nombreuses maisons d'habitation sont transformées en garçonnières, commerces ou bureaux. « Les résidents (sic) de cette zone, pour la plupart, des professionnels qui l'habitent par goût, n'éprouvent pas de problèmes réellement aigus » (Poirier, *et al.*, 1977 : 87).

Bref, ces documents laissent croire à un changement de perception quant au Vieux-Québec comme milieu de vie. Alors qu'avant les années 1970, le secteur est habité par des résidents de longue date ou à faible revenu, le Vieux-Québec est de plus en plus habité par choix.

Statistiquement, la fonction résidentielle du Vieux-Québec décline à compter des années 1950, pour atteindre un creux dans les années 1980. Pour les quatre secteurs de recensement compilés, la baisse de population entre 1951 et 1986 est remarquable, de l'ordre de près de 50 %. Le secteur de la Basse-Ville est le plus affecté, passant d'une population de 1 854 personnes en 1951 à 540 seulement en 1986. On constate par la suite une tendance à la hausse de la population dans les secteurs de la Basse-Ville et du palais entre 1986 et 2006. La population totale du Vieux-Québec est quant à elle en légère hausse, à peine une centaine de personnes entre ces mêmes années. Globalement, la population en 2006 est d'environ la moitié de ce qu'elle était en 1951 et 1961.

Tableau I
*Population totale du quartier
en 1951, 1961, 1986 et 2006*

Secteur	1951	1961	1986	2006
Cap-Blanc	1357	1442	796	642
Basse-Ville	1854	1572	540	876
Secteur du Palais	746	677	320	896
Haute-Ville	6647	6561	3525	2864
Totaux	10604	10252	5181	5278

Sources : *Recensements du Canada* 1951, 1961, 1986, 2006.

La composition des groupes d'âge du quartier a aussi connu des transformations remarquables. En 1951, 19,9 % de la population totale du quartier était âgé entre 0 et 14 ans. En 1986, ce chiffre n'était plus que de 5 % et il se situait toujours à 5 % en 2006. La baisse drastique du nombre d'enfants dans le quartier met en relief la montée du groupe d'âge des 20-44 ans. En 1951, celui-ci constituait 15,9 % du total de la population, alors qu'en 1986 et en 2006, il constituait respectivement 55 % et 44 % de ce total. Le groupe d'âge des 45-64 ans a connu une augmentation de l'ordre de 14 % entre 1986 et 2006: en 1986, il constituait 19 % de la population totale du quartier, alors qu'en 2006, il en constituait 33 %. Enfin, le groupe d'âge des 65 ans et plus a gagné en importance dans le Vieux-Québec depuis les années 1950, comme un peu partout ailleurs, mais il paraît plus stable depuis vingt ans : en 1951, les 65

ans et plus constituaient 6,7 % du total de la population, alors qu'en 1986 et en 2006, ce chiffre se situait respectivement à 14,7 % et 14,8 %.

Tableau II

*Population totale du Vieux-Québec par groupes d'âge
pour les années 1951, 1986 et 2006⁴*

Groupes d'âge	0-4 ans			5-9 ans			10-14 ans		
	1951	1986	2006	1951	1986	2006	1951	1986	2006
Cap-Blanc	177	20	5	184	25	20	139	15	10
Basse-Ville	328	25	40	245	20	15	235	25	15
Haute-Ville	327	50	55	260	50	55	213	45	70
Totaux	832	95	100	689	95	90	587	85	95

Groupes d'âge	15-19 ans			20-24 ans			25-44 ans		
	1951	1986	2006	1951	1986	2006	1951	1986	2006
Cap-Blanc	107	45	10	107	75	30	404	260	185
Basse-Ville	220	20	30	244	70	105	787	435	655
Haute-Ville	345	170	80	671	635	290	2682	1400	1065
Totaux	672	235	120	1022	780	425	3873	2095	1905

Groupes d'âge	45-54 ans			55-64 ans			65 ans et plus		
	1951	1986	2006	1951	1986	2006	1951	1986	2006
Cap-Blanc	119	95	105	62	125	120	58	120	150
Basse-Ville	258	80	385	169	85	335	114	65	195
Haute-Ville	940	285	400	668	320	400	541	580	430
Totaux	1317	460	890	899	530	855	713	765	775

Sources : *Recensements du Canada, 1951, 1986, 2006.*

Le nombre de familles suit à peu près les mêmes tendances que la population totale du quartier. La diminution à compter des années 1950 serait due en partie au fait que les

⁴ Les catégories de groupes d'âge que nous avons constituées sont tributaires des méthodologies employées dans les recensements de 1951, de 1986 et de 2006. En conformité avec nos analyses précédentes, la catégorie « basse-ville » comprend ici le secteur du palais. À noter qu'une fois additionnés, les totaux des années 1986 et 2006 ne correspondent pas exactement aux chiffres que nous avons inscrits dans le tableau I. En fait, pour l'année 1986, 41 individus comptabilisés dans la population totale du quartier ne figurent dans aucun groupe d'âge donné ; pour l'année 2006, ce chiffre est de 23. Cette lacune dans les recensements peut être une erreur ou encore elle peut s'expliquer par le fait que les individus en question n'ont pas fourni l'information nécessaire à leur intégration aux groupes d'âge de la population du quartier.

familles déménagent vers les banlieues en expansion. Bien que le nombre de familles diminue, le nombre de ménages va plutôt en croissant, la population résidante se composant de nombreux célibataires. Depuis les années 1980, le nombre de familles a augmenté considérablement (380 familles de plus en 2006 qu'en 1986). Les personnes vivant seules sont aussi en augmentation.

Tableau III
Nombre de familles dans le quartier⁵
en 1951, 1961, 1986 et 2006

Secteur	1951	1961	1986	2006
Cap-Blanc	270	282	205	190
Basse-Ville	399	315	120	260
Secteur du Palais	135	92	40	180
Haute-Ville	1121	833	390	505
Totaux	1925	1522	755	1135

Sources : *Recensements du Canada* 1951, 1961, 1986, 2006.

Depuis 1986, on note une augmentation importante du nombre de logements dans le Vieux-Québec, alors qu'un total de 1 168 logements supplémentaires est dénombré dans le recensement de 2006. Selon le Rapport périodique sur l'application de la Convention du Patrimoine Mondial, plus de 512 unités de logement ont été créées entre 1992 et 2000, en majorité dans le secteur Basse-Ville, grâce à la disparition graduelle des sites délabrés et à la rénovation des bâtiments abandonnés ou en mauvais état (Ville de Québec et Caron, [2005]).

Les méthodes de collecte de données du recensement de 2006 donnent des résultats différents pour le nombre total de logements et le nombre de ménages, alors que les recensements précédents que nous avons analysés arrivent à des chiffres équivalents. Ainsi, on note que le nombre de ménages est moindre que le nombre de logements dans les quatre secteurs. Lorsqu'on additionne les données relatives à l'occupation des logements par les propriétaires ou par des locataires, on obtient 3 230 logements occupés en 2006. Le nombre total de logements étant de 3 798, doit-on conclure que plus de 500 logements (15 %) étaient inoccupés au moment du recensement?

⁵ *Famille*, en 1951 : « Pour les besoins du recensement, une famille comprend l'époux ou l'épouse (avec ou sans enfants) ou un parent avec un ou des enfants non mariés vivant ensemble dans le même logement. » ; en 2006 : « Famille de recensement : Couple marié (avec ou sans enfants des deux conjoints ou de l'un d'eux), couple vivant en union libre (avec ou sans enfants des deux partenaires ou de l'un d'eux) ou parent seul (peu importe son état matrimonial) demeurant avec au moins un enfant dans le même logement. Un couple peut être de sexe opposé ou de même sexe. Les « enfants » dans une famille de recensement incluent les petits-enfants vivant dans le ménage d'au moins un de leurs grands-parents, en l'absence des parents. »

Tableau IV

*Logements occupés (ménages⁶) dans le quartier
en 1951, 1961, 1986 et 2006*

Secteur	1951	1961	1986	2006	
				logements	ménages
Cap-Blanc	270	302	355	393	375
Basse-Ville	390	354	290	653	550
Secteur du Palais	137	125	175	685	600
Haute-Ville	1511	1585	1810	2067	1710
Totaux	2308	2366	2630	3798	3235

Sources : Recensements du Canada 1951, 1961, 1986, 2006.

Tableau V

*Nombre de logements occupés par les propriétaires et les locataires
en 1951, 1961, 1986 et 2006*

Secteur	1951		1961		1986		2006	
	Prop.	Loc.	Prop.	Loc.	Prop.	Loc.	Prop.	Loc.
Cap-Blanc	—	180	—	181	120	235	135	240
Basse-Ville	—	355	—	338	55	230	265	285
du Palais	—	135	—	120	40	135	260	340
Haute-Ville	210	1305	—	1376	230	1580	310	1395
Totaux	210	1975	—	2015	445	2180	970	2260
					(17%)	(83%)	(25.5%)	(59.5%)
	2185		2015		2625		3230	

Sources : Recensements du Canada 1951, 1961, 1986, 2006.

⁶ *Ménage*, en 1951 : « Une personne ou un groupe de personnes occupant un logement constituent un « ménage ». Toute personne est membre d'un ménage quelconque. Le nombre de ménages est donc égal à celui des logements occupés »; en 2006 : « Personne ou groupe de personnes (autres que des résidents étrangers) occupant un même logement et n'ayant pas de domicile habituel ailleurs au Canada. Il peut se composer d'un groupe familial (famille de recensement) avec ou sans autres personnes, de deux familles ou plus partageant le même logement, d'un groupe de personnes non apparentées ou d'une personne seule. Les membres d'un ménage qui sont temporairement absents le jour du recensement (par exemple, qui résident temporairement ailleurs) sont considérés comme faisant partie de leur ménage habituel. Pour les besoins du recensement, chaque personne est membre d'un seul et unique ménage. À moins d'indications contraires, toutes les données contenues dans les rapports sur les ménages se rapportent aux ménages privés seulement. Les ménages sont classés en trois catégories : les ménages privés, les ménages collectifs et les ménages à l'extérieur du Canada. ».



Raoul Hunter, 29 janvier 1959.

2. La fonction commerciale et d'affaires

Au cours de la première moitié du ^{xx}e siècle, la fonction commerciale et d'affaires diffère entre la Basse-Ville et la Haute-Ville. La Basse-Ville est le secteur de la finance, des banques, des assurances, des grands entrepôts et du commerce en gros, le tout étant en lien avec les activités portuaires du quartier. La Haute-Ville pour sa part possède davantage de commerces de détail. Il reste difficile de tracer un portrait précis de l'évolution des activités commerciales dans le Vieux-Québec. Les enquêtes sur le commerce portent le plus souvent sur la clientèle, sa provenance et ses motivations à fréquenter le Vieux-Québec. Elles sont généralement destinées à cerner l'appréciation de la clientèle quant aux artères commerciales afin d'orienter leur développement. De plus, les études donnent peu d'informations sur le nombre de commerces et leurs types et elles se limitent souvent à la Haute-Ville.

Quelques données sur le nombre et le type de commerces présents dans le Vieux-Québec en 1960, 1969, 1985 et 2009 ont été trouvées et sont présentées ici. Bien qu'elles soient incomplètes et difficilement comparables, elles donnent un aperçu de la situation à chacune de ces dates.

Des années 1950 à 1970

Un examen détaillé de la fonction commerciale dans le Vieux-Québec en 1960 a été mené à partir des données contenues dans *l'Annuaire Marcotte* pour cette année précise. Le Vieux-Québec compte alors un total de 1 371 inscriptions commerciales⁷. Du nombre, quelques inscriptions se rattachent au secteur secondaire, notamment la transformation ou la vente du bois (16 inscriptions) ou de l'acier (2 inscriptions). Par contre, la majorité des inscriptions

⁷ Les données ont été compilées dans une base qui se trouve sous la propriété du CCVQ.

relève du secteur tertiaire, celui des produits et des services. Au nombre des catégories dignes de mention se rapportant à la vente de produits, notons : les épiceries (36 inscriptions), les vendeurs de vêtements (30 inscriptions) et les vendeurs de chaussures (23 inscriptions). Les marchands de cadeaux et de souvenirs pour les touristes, ou encore les antiquaires ou les galeries d'art, ne totalisent que 19 inscriptions – ce qui est peu considérable par rapport à l'ensemble des commerces répertoriés. Quant aux restaurants et aux tavernes, on en trouve respectivement 80 et 21 à l'échelle du quartier.

Du côté des services, il faut noter la prééminence des assureurs (96 inscriptions), des avocats (80 inscriptions), des banques et des courtiers en valeurs (40 inscriptions), et la présence d'autres professionnels, comme les comptables (17 inscriptions) et les architectes (10 inscriptions). La présence de ces commerces est largement associée aux activités portuaires de la Basse-Ville.

L'Inventaire économique du Vieux-Québec, réalisé en 1969 par la firme Urbatique lors de la préparation du *Concept général de réaménagement du Vieux-Québec*, dénombre les commerces dans chaque secteur du Vieux-Québec. On y constate une relative stabilité par rapport à la situation du commerce qui prévalait en 1960.

Par ailleurs, dans son étude des transformations de la Haute-Ville du Vieux-Québec au cours des années 1950 et 1960, Rousseau affirme que la fonction commerciale de l'axe Saint-Jean /côte de la Fabrique se consolide entre 1951 et 1966, bien qu'on note une certaine instabilité des petits commerces sur Saint-Jean. Un édifice commercial, « Les galeries Saint-Jean », est implanté (aujourd'hui cet espace regroupe le restaurant Mikes et la librairie Pantoute) (Rousseau, 1967 : 11-19). Un projet ayant pour objectif d'aménager un vaste centre commercial sur la Côte de la Fabrique est exposé dans le *Concept général de réaménagement du Vieux-Québec*, document préparé à la demande de la Ville de Québec en 1970 (Comité de rénovation et de mise en valeur du Vieux-Québec, 1970 : 177-178).

Tableau VI

Genre de commerces par secteur du Vieux-Québec, 1969

	Cap-Blanc	Vieux port	du Palais	des Gouverneurs	des Ursulines	Hôtel-Dieu	Quartier latin	Tous
Aliments <i>Épiceries-boucheries à 90%</i>	4	11	3	-	8	4	4	34
Marchandises générales	-	-	-	-	2	1	-	3
Automobiles <i>Station-service à 65%</i>	-	2	6	2	-	1	-	11
Vêtements et accessoires <i>Près de 50% des commerces comprennent la confection de vêtements pour femmes</i>	-	3	-	1	15	15	5	39
Quincaillerie <i>Principalement vente d'antiquités</i>	1	11	6	1	7	2	3	31
Autres magasins de détail <i>Magasins de tabac et kiosques (10)</i> <i>Magasins de cadeaux et souvenirs (7)</i> <i>Bijouteries (6)</i>	-	8	8	2	21	13	15	67
Services personnels	-	4	5	2	11	7	5	34
Hôtels, motels, restaurants <i>Restaurants (53)</i> <i>Tavernes (18)</i>	3	25	22	3	22	19	18	112
Total par secteur	8	64	50	11	86	62	50	331

Adapté d'après Urbatique inc., [c1969] : 32.

Au cours des années 1970 jusqu'à 1985

La fonction commerciale du centre-ville périclité, entre autres à cause de la diminution de la population au profit des banlieues et de l'émergence des centres commerciaux. Au cours des années 1970, le Vieux-Québec est le lieu de rassemblement des jeunes qui viennent y faire la fête les fins de semaine (Poirier, *et al.*, 1977 : 20). La concurrence d'autres artères axées sur le divertissement, comme la Grande-Allée et la rue Cartier, diminue peu à peu l'attrait du Vieux-Québec. De plus, en 1977, la Ville adopte un règlement de zonage (# 2474) pour restreindre les usages commerciaux au rez-de-chaussée des zones commerciales et interdire l'implantation de nouveaux bars à la Haute-Ville du Vieux-Québec. À la Basse-Ville, le nombre de bars a été contingenté en 1984 (Ville de Québec et Caron, [2005]).

En 1976, onze épiceries et dépanneurs sont accessibles dans le quartier, mais les coûts des aliments sont semble-t-il prohibitifs (Lavallée, *et al.*, 1976 : 17-20). Un important roulement des commerces est noté, ceux-ci s'orientant davantage vers les boutiques spécialisées destinées au tourisme (Poirier, *et al.*, 1977).

Tableau VII

*Répartition des établissements d'affaires par genre d'entreprise
pour le centre d'affaires du Vieux-Québec, 1985*

Genre d'entreprise	Nombre	Pourcentage du total des commerces
Épiceries, boucheries	2	1.2
Épiceries, articles divers	6	3.6
Stations service	1	0.6
Magasins de vêtements pour homme	2	1.2
Magasins de vêtements pour dames	7	4.2
Magasins de chaussures spécialisées	2	1.2
Magasins de meubles	1	0.6
Pharmacies, médicaments brevetés, produits de beauté	4	2.4
Librairies et papeteries	5	3.0
Fleuristes	1	0.6
Bijouteries	6	3.6
Boutiques unisexes	10	6.1
Tous les autres magasins	21	12.7
Vins et spiritueux	2	1.2
Restaurants	37	22.4
Divertissements	18	10.9
Services personnels et professionnels	40	24.2
Total	165	100%

Source : Ville de Québec, 1985 : 63.

N.B. : Ces chiffres n'indiquent que les établissements du « centre d'affaires du Vieux-Québec », c'est-à-dire l'axe commercial Saint-Jean/Côté de la Fabrique.

En 1987, le Plan directeur souhaitait diversifier l'offre commerciale dans d'autres domaines que la restauration et le divertissement afin d'assurer un meilleur équilibre. Le document précisait : « Les domaines à favoriser sont les services de base dont les résidents (sic) ont besoin quotidiennement et l'habillement, qui était auparavant une spécialité de l'axe [St-Jean/Côte de la Fabrique] et qui semble vouloir actuellement reprendre sa place » (Ville de Québec, 1987 : 30).

Aujourd'hui

Selon le *Plan directeur* (2008) le quartier compte un total de 1 052 commerces. Plusieurs sont regroupés sur les rues les plus commerciales soit Saint-Jean (127 commerces), Saint-Paul (121 commerces), du Petit-Champlain (81 commerces) et Saint-Pierre (72 commerces). Les commerces sont nombreux mais ne comptent que pour 4 % de la superficie d'occupation du sol (Ville de Québec et Comité consultatif Vieux-Québec, juin 2008 : 78).

Tableau VIII
Principaux types de commerces du quartier (en 2006)

Types de commerce	Haute-Ville	Basse-Ville
Restaurants avec alcool	60 (28%)	58 (45%)
Vêtements	51 (23%)	29 (22%)
Cadeaux, souvenirs	43 (20%)	21 (16%)
Hôtels	41 (19%)	9 (7%)
Bars avec danse	12 (5%)	5 (4%)
Alimentation	12 (5%)	8 (6%)
Total	219 (100%)	130 (100%)

Source : Ville de Québec et Comité consultatif Vieux-Québec, juin 2008 : 79.

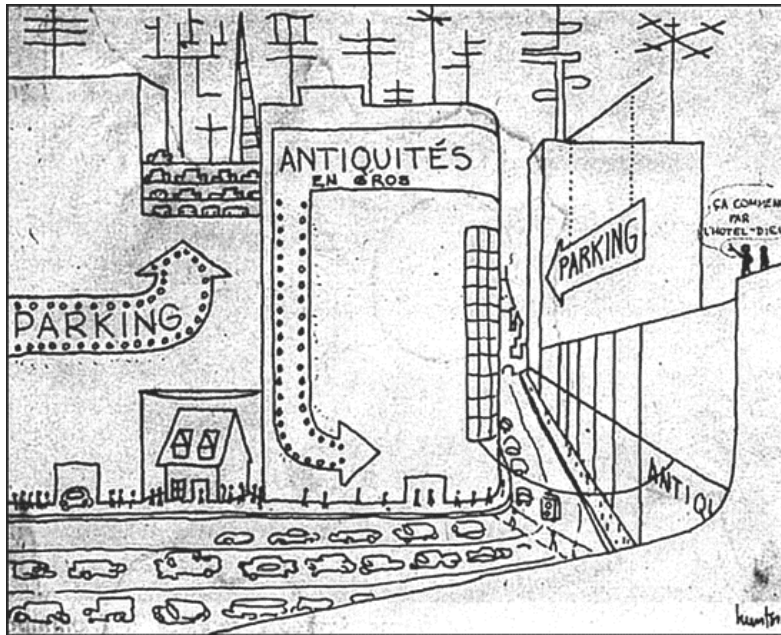
Une recherche préliminaire menée à partir du moteur de recherche « Canada 411 – Pages jaunes » (en ligne) nous a permis de tracer un portrait légèrement différent de celui du *Plan directeur*. Nous avons dénombré 1 060 inscriptions commerciales enregistrées à l'échelle du quartier au mois de mai 2009. Ces données nous servent ici à établir une comparaison avec les données puisées dans *l'Annuaire Marcotte* pour l'année 1960. Ainsi, une diminution du nombre d'inscriptions commerciales à l'échelle du quartier est constatée, celles-ci passant de 1 371 en 1960 à 1 060 en mai 2009.

Les inscriptions recensées en mai 2009 se répartissent en un petit nombre de catégories dont les plus importantes sont : la restauration (plus de 140 inscriptions); les boutiques de cadeaux et de souvenirs (auxquelles nous rattachons les boutiques d'artisanat et d'antiquités et les galeries d'art – pour un total de 92 inscriptions); les boutiques de vêtements (80 inscriptions); l'hébergement hôtelier autorisé (plus de 70 inscriptions); les services professionnels (surtout ceux d'avocats et d'architectes – pour un total de 74 inscriptions). Au bas de la liste se trouvent des catégories de commerces spécialisés (comme les bijouteries, les librairies ou les salons de coiffure – pour un total de 30 inscriptions) et d'alimentation (notamment des épiceries) dont le Vieux-Québec compte six représentants de taille fort modeste en 2009.

Toutefois, si le nombre de catégories d'inscriptions commerciales a diminué entre 1960 et 2009, les inscriptions reliées à l'économie de la restauration et de l'hôtellerie tout comme à la vente de cadeaux et de souvenirs ont nettement augmenté. Par ailleurs, la catégorie des

services dispensés par des professionnels comme les avocats et les architectes occupait une place importante dans le quartier en 1960, place qu'elle paraît toujours occuper.

Ce portrait tend à confirmer l'un des problèmes le plus souvent évoqué aujourd'hui, celui de la multiplication des commerces destinés à une clientèle touristique au détriment de ceux répondant aux besoins des résidents. Ce problème était évoqué dès les années 1970.



Raoul Hunter, 30 juin 1958

3. La fonction institutionnelle et administrative

Le Vieux-Québec, particulièrement la Haute-Ville, se caractérise par une forte présence institutionnelle, marquée entre autres par les communautés religieuses (Augustines, Ursulines, Séminaire de Québec) et des fonctions administratives et politiques (Ministère des finances, Hôtel de Ville, bureau de poste, etc.), sans oublier la présence militaire (fortifications, citadelle).

Les changements sont multiples en ce qui concerne la fonction institutionnelle et administrative au cours des années 1950 et 1960. L'un des plus importants changements vient du déménagement des diverses facultés de l'Université Laval, amorcé au cours des années 1950. Ce départ vers un nouveau campus à Sainte-Foy crée un vide important dans le Vieux-Québec : étudiants et professeurs quittent le quartier, des immeubles sont désertés et les services universitaires disparaissent. Les locaux de l'Université sont ensuite occupés par le Séminaire de Québec.

Au cours des années 1950, l'Hôtel-Dieu de Québec planifie son expansion. Un premier projet entraîne la démolition de trois maisons sur la rue Charlevoix en 1952. On prévoit la

construction d'une tour de 12 étages, construite en 1955-56, alors que l'aile d'Aiguillon est démolie en 1957. Un nouveau pavillon (Carlton-Auger) est bâti en 1969-1970. Le complexe circonscrit par les rues McMahon, Carleton, Arsenal et les remparts a été cédé à l'Hôtel-Dieu à la fin des années 1960; les édifices sont vacants et quelques-uns servent de stationnements aux médecins. Dans les années 1990, l'Hôtel-Dieu se dotera d'un stationnement souterrain dans ce quadrilatère sur lequel viendra s'ajouter un centre de traitement en oncologie. Le centre de recherche se localisera dans un nouvel édifice à l'emplacement de l'église Saint-Patrick, rue McMahon.

Un autre hôpital, moins connu, l'Hôpital Saint-Luc, est présent sur la rue Sainte-Ursule depuis 1909. Il déménage à Loretteville vers 1959, entraînant du même coup la fermeture de plusieurs cabinets de médecins dans les environs (Rousseau, 1967 : 16). En 1960, l'édifice est converti en immeuble à appartement, nommé Appartements Verchères.

Tableau IX

Institutions d'enseignement dans le Vieux-Québec, 1959

Nom	Adresse	Nombres d'élèves
Pensionnat St-Louis-de-Gonzague	Rue Richelieu	537 garçons
Académie de Québec (enseignement classique)	Rue Chauveau	787 garçons
Collège Angèle Mérici (Ursulines)	Rue Donnacona	472 filles
Petit Séminaire de Québec		918 garçons
Grand séminaire de Québec		220 garçons
Scolasticat du Sacré-Coeur	Ste-Ursule	10 garçons
Université Laval		7065 étudiants (3681 garçons/ 3384 filles)
Conservatoire de musique et d'art dramatique	St-Denis	203 étudiants

Source : Québec (Province). Ministère de l'industrie et du commerce, 1959.

L'Académie de Québec déménage à Sainte-Foy en 1966. L'édifice est ensuite occupé temporairement par le ministère du Revenu du Québec, qui se relocalise quelques années plus tard à l'édifice Chauveau, avant que les 1 500 employés déménagent à Sainte-Foy (Lavallée, *et al.*, 1976 : 49). Aujourd'hui les locaux de l'ancienne Académie commerciale abritent le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

La Basse-Ville est aussi en transformation. L'ancien quartier des affaires autour de la rue St-Pierre se déplace : « ce secteur a vu les compagnies de finance, les courtiers en valeurs et une partie des compagnies d'assurance quitter son enceinte à cause de la faiblesse de l'organisation matérielle existante (vétusté des structures, accès difficile, stationnement mal organisé). Par contre, quelques banques y ont encore leurs bureaux chef de même que certains courtiers maritimes et certaines compagnies de finance. » (Poirier, *et al.*, 1977 : 67).

La présence gouvernementale est importante dans le Vieux-Québec. Selon Poirier et autres (1977 : 12), le gouvernement fédéral possède plus des deux tiers du territoire du Vieux-Québec et 42 % de la valeur globale des immeubles.

En 1983, selon le dossier de candidature de la Ville de Québec pour son inscription comme Ville du patrimoine mondial,

« L'assiette foncière est répartie entre les propriétaires suivants :

- le gouvernement du Canada dont les agences et ministères fédéraux gèrent environ 38 % du secteur;
- la ville de Québec dont les services municipaux gèrent environ 20 % du territoire de l'arrondissement;
- les corporations privées conventuelles qui se répartissent environ 10 % du secteur intra-muros;
- le gouvernement du Québec dont les agences et les ministères provinciaux gèrent environ 8 % du secteur;
- les corporations et sociétés civiles et commerciales et les propriétaires uniques se répartissent environ 24 % du territoire. » (Ville de Québec, 1983 : 5)

À la suite du déménagement du Palais de justice près de la gare du Palais en Basse-Ville, les locaux de l'ancien Palais de justice sont occupés par le ministère des Finances du Québec, depuis 1987.

Actuellement, les principaux changements envisagés au plan institutionnel concernent l'avenir des propriétés des communautés religieuses – de plus en plus considérées comme patrimoniales et en voie de joindre les parcours touristiques – et le nouveau projet d'agrandissement de l'Hôtel-Dieu de Québec. La présence d'institutions d'enseignement au cœur du Vieux-Québec a aussi retenu l'attention récemment, alors qu'était annoncé le déménagement de l'école primaire pour garçon St-Louis-de-Gonzague. Une coalition de parents, organismes et entreprises semble toutefois en bonne voie de réussir à maintenir une école dans le quartier, grâce à une entente conclue avec le Séminaire de Québec.

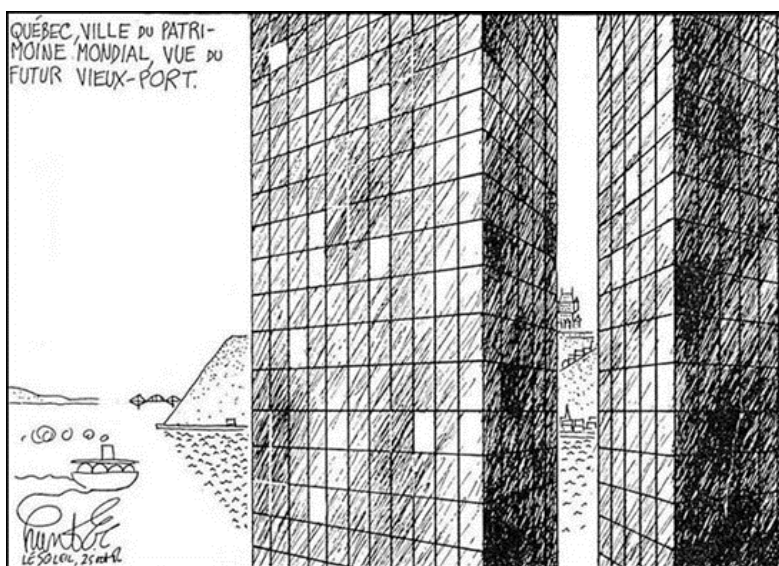
Tableau X
Liste d'institutions présentes dans le Vieux-Québec
dans les années 1970 et aujourd'hui

Années 1970	Aujourd'hui
Enseignement	
Construction et fermeture de l'école Notre-Dame des victoires entre 1956-1970;	
Ouverture école Notre-Dame-de-la-Paix, quartier du Palais (1958)	
École St-Louis-de-Gonzague	Déménagera prochainement. Une école sera probablement créée dans les locaux du Séminaire de Québec
	École d'architecture, Université Laval
Ancienne Académie commerciale (Frères des écoles chrétiennes)	Ministère des Affaires municipales et des régions
Conservatoire d'art dramatique	Conservatoire d'art dramatique
	École navale
Gouvernement fédéral	
Ministère des Transports (fédéral)	Transport. Sécurité maritime (rue Cap-Diamant)
Conseil des ports nationaux	Administration portuaire de Québec
Bureau de poste	Bureau de poste
Centre de tri postal (rue St-Paul)	Siège social de Télus (actuellement en rénovation)
Bureau des Douanes;	Agence des services frontaliers du Canada
Citadelle	Citadelle
Parcs Canada. (bureaux, rue Passage du Chien-d'or et Gare maritime Champlain) Sites : Fortifications-de-Québec; Parc de l'Artillerie; Vieux Port de Québec;	Parcs Canada (bureaux, rue Passage du Chien-d'or et Gare maritime Champlain) Sites : Fortifications-de-Québec; Parc de l'Artillerie; Vieux Port de Québec;
Bureau régional de l'immigration	
Bureau de l'impôt, rue Saint-André, en 1970	
Ministère de la Santé	
	Pêches et océans

Gouvernement provincial	
Hôtel-Dieu	Hôtel-Dieu
Ancien Palais de justice	Ministère des Finances
Académie commerciale (Frères des écoles chrétiennes)	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire Ministère des Finances Commission municipale du Québec
	Résidence de fonction du Premier ministre à l'édifice Price
	Plusieurs ministères et organismes dans le secteur de Place d'Youville
	SODEC
	Conseil permanent de la jeunesse
	Société des traversiers du Québec
	Commissaire au lobbying, Dalhousie
Service d'expertise auprès de la cour supérieur	
Ministère de l'Éducation	
Commission des liqueurs	
Service de planning et sexualité	
Tribunal du travail	
Ministère du revenu	
Commission d'aménagement du Québec	
Protecteur du citoyen	
Centre des services sociaux	
Service d'adoption	
Édifices et institutions religieuses	
Monastère des Augustines	Monastère des Augustines
Monastère des Ursulines et école	Monastère des Ursulines et école
Basilique-cathédrale Notre-Dame de Québec	Basilique-cathédrale Notre-Dame de Québec
Archevêché	Archevêché
Séminaire de Québec	Séminaire de Québec
Église Notre-Dame des Victoires	Église Notre-Dame des Victoires
Cathédrale anglicane Holy Trinity	Cathédrale anglicane Holy Trinity
Église unie Chalmers Wesley	Église unie Chalmers Wesley
Église St. Andrew (presbytérienne)	Église St. Andrew (presbytérienne)

Église Notre-Dame-de-la Garde	Église Notre-Dame-de-la Garde
Ancienne église St. Patrick, incendiée en 1971	La façade de l'ancienne église St. Patrick est maintenant intégrée à une annexe de l'Hôtel-Dieu de Québec.
Patro et église Saint-Vincent-de-Paul	Projet d'hôtel Boréal
Gouvernement municipal	
Hôtel de ville	Hôtel de ville
Autres	
Consulats de France et des Etats-Unis	Consulats de France et des États-Unis

Sources : Mercier, 1971 : 40; Poirier et autres, 1977 : 49; Ville de Québec et Comité consultatif Vieux-Québec, juin 2008 : 73; Annuaire Pages jaunes 2008.



Raoul Hunter, 25 octobre 1986

4. La fonction culturelle et patrimoniale

La perception du Vieux-Québec comme quartier historique à préserver se cristallise chez une partie des élites et certaines associations au cours des années 1950, stimulée par quelques projets immobiliers (Hôtel-Dieu; projets d'hôtel) et de stationnements. De plus en plus, le quartier est perçu comme un espace à préserver et le rapport Gréber sur l'aménagement de Québec et sa région (1956) suggère l'adoption d'une réglementation spéciale pour une partie des quartiers anciens de Québec, dont le secteur fortifié de la Haute-Ville. La réglementation proposée toucherait la construction, la transformation et la démolition des immeubles afin

d'assurer le maintien de l'apparence du secteur. La situation du Vieux-Québec préoccupe: l'automobile y prend de plus en plus de place, les espaces de stationnement se multiplient, des édifices sont détruits. Le projet d'agrandissement de l'Hôtel-Dieu de Québec mobilise un groupe de citoyens, les « Amis du Vieux-Québec ». La Commission des monuments historiques s'active dans le Vieux-Québec et dans le secteur de la place Royale depuis 1955. Grâce aux pouvoirs que lui donne la Loi sur les monuments historiques, elle achète divers bâtiments (Maison Chevalier (1955), Jacquet (1957), Estèbe (1959)) et entreprend des projets de restauration.

Le Vieux-Québec est décrété arrondissement historique par le gouvernement du Québec en 1963, peu de temps après l'adoption de la nouvelle loi sur les monuments historiques, qui permet désormais de protéger des secteurs anciens. Le décret d'arrondissement historique vient concrétiser cette volonté croissante de protéger le secteur et d'en faire un attrait touristique. Les investissements qui suivront favoriseront la revitalisation du Vieux-Québec. La fonction patrimoniale atteint une consécration internationale en 1985 par l'inscription de Québec sur la liste des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO. Dès lors, les exigences quant à la conservation de l'apparence et à la qualité de vie du quartier devront se conformer à la *Convention du patrimoine mondial* et aux normes internationales.

Depuis 1985, plusieurs bâtiments ont été restaurés et tout le secteur a bénéficié d'améliorations environnementales et paysagères. Ainsi, le Parc de l'Artillerie, dont l'état laissait à désirer en 1987 a depuis été restauré. Les travaux de restauration ont été complétés à Place Royale. Le secteur du Vieux Port a été réaménagé. Le Musée de la civilisation a ouvert ses portes et participé au dynamisme du secteur. Entre 1985 et 2005, Parcs Canada a investi 30,6 millions dans le Vieux-Québec, alors que d'autres ministères et organismes fédéraux ont investi environ 80 millions en entretien et réparations. Par le biais d'une entente conclue en 1979, la Ville de Québec et le ministère de la Culture ont pour leur part investi environ 100 millions sur 20 ans (1985-2005), principalement pour la restauration et la mise en valeur de l'arrondissement historique (Ville de Québec et Caron, [2005]). La préservation du patrimoine semble aujourd'hui un acquis à maintenir, en s'assurant de son respect autant pour les édifices publics que pour les édifices résidentiels.

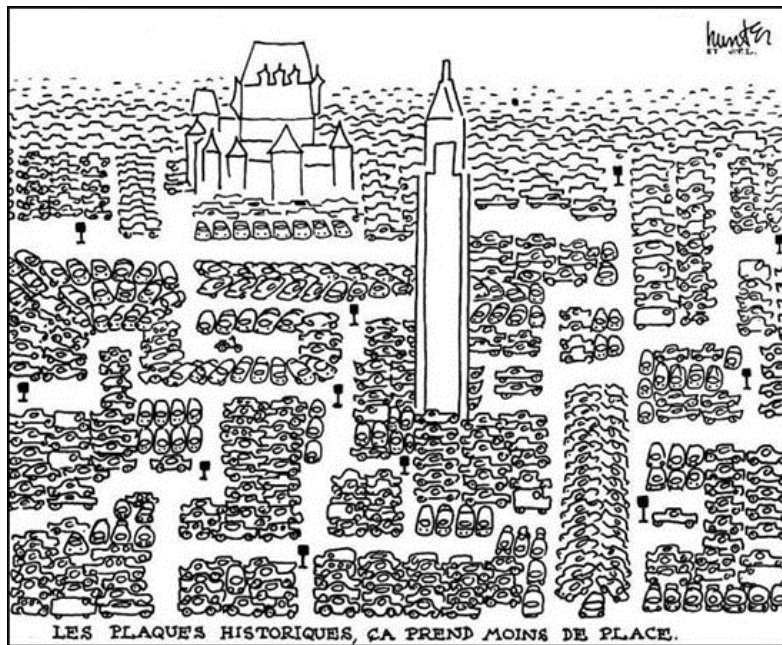
Liste d'institutions culturelles présentes dans le Vieux-Québec en 2009

Bibliothèque de l'Institut canadien
Palais Montcalm
Théâtre Capitole
Ex Machina
Musée de la civilisation
Musée de l'Amérique française
Centre d'interprétation de Place-Royale
Centre d'interprétation du Vieux-Port (en réaménagement)
Lieu historique national des Fortifications-de-Québec
Lieu historique national du Parc-de-l'Artillerie

Musée des Ursulines
 Musée des Augustines
 Musée du Bon Pasteur
 Musée du Fort
 Musée naval de Québec
 Morrin Center
 Centre de la francophonie des Amériques
 Conservatoire d'art dramatique de Québec

Les enjeux actuels semblent plutôt se trouver au plan culturel. En 1987, dans le plan directeur de la Ville, on affirmait : « l'aspect patrimonial du Vieux-Québec constitue une des principales attractions touristiques de la région et génère sur le plan économique des retombées importantes. » (Ville de Québec, 1987) On note alors une tendance à considérer le Vieux-Québec comme « un site propice pour la tenue d'événements culturels extérieurs et pour les activités d'animation urbaine ». « Cependant, affirme-t-on, ce potentiel est encore sous-exploité. Il faut susciter une plus grande utilisation des rues et places publiques à cette fin. Les activités ne doivent pas seulement se tenir à des moments particuliers mais plutôt à l'année longue, même durant la saison hivernale. » (1987 : 31)

En 2008, année certes exceptionnelle à l'occasion du 400^e anniversaire de la ville, quelque 150 jours d'activités étaient prévus dans le quartier (Ville de Québec et Comité consultatif Vieux-Québec, juin 2008 : 77). Lors d'une année régulière, sur les 22 grands événements se déroulant annuellement dans la ville, 11 se déroulent, en partie ou totalement, dans le Vieux-Québec.



Raoul Hunter, 3 avril 1963

5. La fonction touristique

Le tourisme est parfois associé par les résidants aux principaux problèmes qu'ils dénoncent : la multiplication des événements, le bruit, la circulation des autocars touristiques, les problèmes de stationnement, l'augmentation des commerces destinés à la clientèle touristique au détriment de commerces répondant aux besoins des résidants, la rareté et le coût des logements, l'hôtellerie illégale, etc.

Si tous s'entendent pour dire que le tourisme occupe une place importante dans le Vieux-Québec, il est paradoxalement quasi impossible d'obtenir des données statistiques permettant de mesurer cette importance et ses transformations au fil des ans. Différents organismes compilent des données sur le tourisme, mais jamais uniquement pour l'arrondissement historique. L'une des difficultés associées aux statistiques de fréquentation touristique est l'impossibilité de distinguer les résidants qui circulent dans le Vieux-Québec des visiteurs de passage, qu'ils soient des résidants d'un autre quartier de la ville, d'une autre région du Québec, ou de provenance étrangère. Voilà pourquoi les experts préfèrent le terme « visiteur » à ceux de « touriste » ou de « personne », plus fidèle à la réalité des données recueillies, puisqu'une même personne peut être « visiteur » à de multiples reprises.

Des données indiquent que les Plaines d'Abraham reçoivent 4 000 000 de visiteurs annuellement, alors que le Musée de la civilisation en accueille quelque 600 000. Pour sa part, Parcs Canada, gestionnaires de plusieurs sites fédéraux dans le Vieux-Québec, a mis au point des méthodes statistiques permettant d'évaluer le nombre de visiteurs pour le site des fortifications de Québec, qui inclut la terrasse Dufferin. Il s'agit du site historique le plus achalandé de tout le réseau de Parcs Canada au Québec (1 908 315 visites en 2004; 1 444 159 en 2007, de mai à octobre) (Parcs Canada, 2008). Pour sa part, l'Office de tourisme fait des études sur la provenance des visiteurs, leurs activités et leurs attentes, mais ces études concernent l'ensemble de la ville de Québec, quand ce n'est pas la région entière. L'Office compile des données pour l'ensemble de la région et estime qu'en 2004, 53 % des visiteurs (environ 2.8 millions) ont fréquenté le Vieux-Québec. En 2002, il est estimé que 63 % des visiteurs de la région — environ 5,7 millions — ont aussi parcouru l'arrondissement historique⁸.

⁸ Ces données doivent être interprétées avec précaution, comme l'explique le *Rapport périodique sur l'application de la Convention du Patrimoine Mondial* d'où elles sont extraites : « Ces données proviennent de Statistiques Canada qui effectue ses calculs par sondages téléphoniques mensuels continus, auprès de la clientèle canadienne et par sondages de personne à personne, selon la technique de l'échantillonnage, auprès des touristes provenant de l'étranger. Les données antérieures à 1996 ne sont pas disponibles. Depuis cette date, comme la méthode de calcul a changé deux fois, il est difficile d'établir un historique du nombre de visiteurs. D'autres indicateurs, comme la fréquentation des bureaux d'information touristique, permettent toutefois de conclure à une hausse depuis 1985. Pour la même période, le nombre de touristes — i.e. de personnes ayant dormi au moins une nuit à Québec — serait passé de 3 141 000 (1984) à 5 815 000 en 2002 (estimé). Il faut toutefois considérer ces chiffres avec prudence, puisque la méthode de calcul a changé quatre fois entre 1991 et 2002. » Ville de Québec et Robert Caron, « Rapport périodique sur l'application de la Convention du Patrimoine Mondial. Section II: Rapport sur l'État de conservation de Arrondissement historique de Québec », [2005].

La fonction touristique du Vieux-Québec est relativement ancienne. Pendant longtemps, le port était la principale porte d'entrée de la ville, et les voyageurs qui arrivaient par train descendaient aussi à quelques pas du Vieux-Québec. Tous n'étaient pas touristes, mais la présence de ces infrastructures de transport influait sur le besoin d'établissements hôteliers et de restaurants dans le secteur, afin de répondre aux besoins des visiteurs de passage tout autant qu'à une clientèle touristique.

Les rares données relatives à la fréquentation touristique au cours des années 1950 proviennent en bonne partie de compilation de la circulation automobile. À titre indicatif, un article paru dans le journal *L'Événement* le 2 novembre 1957 suggère qu'en 1957, Québec aurait accueilli entre 650 000 et 700 000 visiteurs, au total⁹. Il semble que le Vieux-Québec (alors désigné « quartier Champlain ») constitue un élément recherché par les visiteurs¹⁰.

Le parcours touristique dans le Vieux-Québec, tel que décrit par les guides et les récits de voyage, se transforme. Confiné (pour l'essentiel) à la Haute-Ville depuis le début du siècle, il commence à lorgner la Basse-Ville – une tendance qui se confirmera dans les années suivantes, lorsque la Commission des monuments historiques procédera à la restauration de la Maison Chevalier (1955-1962) et, plus tard, que le gouvernement du Québec reconstruira la Place-Royale.

Du côté des infrastructures, selon Rousseau, en 1951 en Haute-Ville, « deux secteurs principaux rassemblent la majorité des édifices hôteliers; ce sont les environs du Château Frontenac et le Quartier Latin, plus précisément la zone comprise entre l'université et l'Hôtel-Dieu, les remparts et la rue Garneau. » (Rousseau, 1967: 14). Au cours des années 1950, le secteur de la rue St-Louis montre une évolution continue vers la fonction touristique, alors que s'y ajoutent quelques restaurants et boutiques d'antiquités ou d'artisanat (Rousseau, 1967 : 16). Selon Gazillo, il y avait en 1900 douze bars et restaurants en Haute-Ville; on en comptait le triple en 1945 et 59 en 1970. En 1979, le nombre est de 80 (Gazillo, 1981 : 104). Les bars et cafés se concentrent sur la rue St-Jean, alors que la rue St-Louis accueille des établissements d'hébergement et des restaurants. Autour de la Place d'Armes se trouve un mélange de bars, de restaurants et de boutiques (Gazillo, 1981 :115).

Au cours de ces années, la fonction touristique du secteur semble reposer essentiellement sur la présence de restaurants et de bars qui attirent aussi une clientèle locale et régionale.

⁹ Depuis les années 1920, les statistiques touchant la fréquentation touristique sont calculées, en bonne partie, à l'aune de la circulation automobile. Dans l'article de *L'Événement*, Louis Paré, qui est alors directeur de l'Office municipal du tourisme, précise : « au sommet de la saison de grand tourisme (...) de juin au milieu de septembre, et en nous basant sur des statistiques recueillies à certains postes de contrôle établie [sic] aux entrées de la ville, notre cité voit chaque jour entrer dans ses murs une moyenne de deux mille voitures étrangères. Même en ne comptant que trois personnes par voiture, ce qui est inférieur à la moyenne réelle, nous pouvons dire que Québec reçoit chaque jour, pendant environ cent jours, six mille visiteurs d'en dehors de la province. Et si nous ajoutons à ce chiffre les touristes qui nous viennent par autobus, chemin de fer, bateau et avion, il n'est pas exagéré de prétendre que le chiffre quotidien exact de nos visiteurs se situe entre six mille cinq cents et sept mille ». « Québec, centre touristique par excellence », *L'Événement*, 2 novembre 1957.

¹⁰ Voir notamment « Le quartier Champlain constitue toujours l'élément primordial du tourisme à Québec », *L'Événement*, 26 mai 1958.

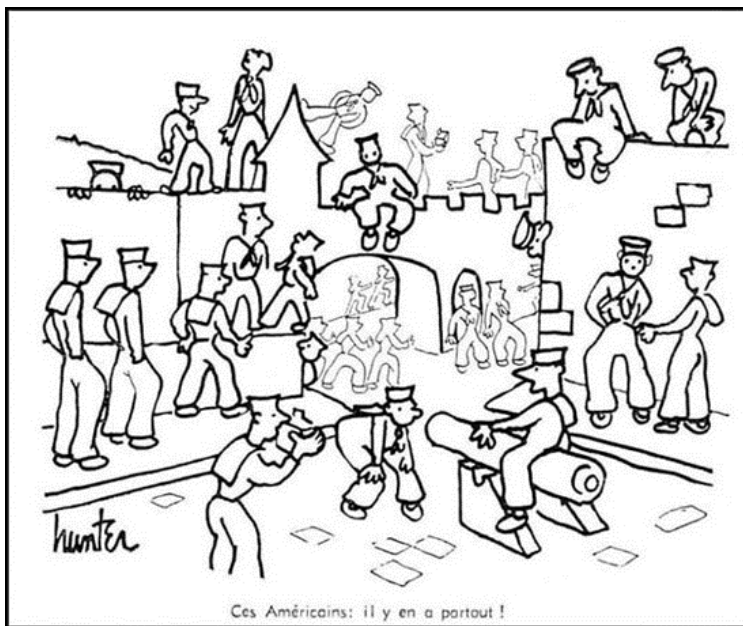
D'ailleurs, une proportion importante des restaurants, des tavernes, des discothèques et des salles de danse de la région du Québec métropolitain se trouve alors dans le Vieux-Québec.

Il semble que peu d'activités soient organisées spécifiquement pour les touristes à la fin des années 1960 : « les principales attractions touristiques sont d'ordre monumental : paysage urbain et fluvial, monuments, bâtiments anciens et lieux historiques » (Urbatique inc., [c1970] : 13). En conséquence, la diversification des lieux de divertissement apparaît comme un objectif qui contribuerait à allonger la durée moyenne des séjours (Urbatique inc., [c1970] : 13). Cependant, dans son *Concept de développement pour le Vieux-Québec*, Urbatique insiste sur le fait que « les activités qui s'y installeront devront vivre de la région métropolitaine. » « Le tourisme ne peut venir qu'en surplus; ce peut certes représenter un surplus intéressant et à long terme assurer seul la vie de certains établissements mais à court terme la rentabilité doit être assurée sur la base de l'économie régionale. » (Urbatique inc., [c1970] : 6).

En ce qui concerne l'industrie hôtelière, nous avons pu retrouver et compiler quelques données, qui doivent cependant être utilisées avec prudence. Il y aurait, en 1959, un minimum de 1 310 chambres disponibles dans le Vieux-Québec. En 1975, ce nombre serait de 1 560. Pour la période 1960-1969, les clients de l'industrie hôtelière dans le Vieux-Québec sont estimés à 209 049 personnes par année en moyenne (Corriveau, 1971 : 5). Selon Brunel et Roy, il y aurait eu ajout de 600 unités d'hébergement touristique dans l'ensemble du Vieux-Québec entre le début des années 1990 jusqu'en 2002, soit à peu près autant que le nombre de logements créés ou rénovés. Selon les chiffres de la Ville de Québec, il y a aujourd'hui 2 668 unités d'hébergement touristique dans le Vieux-Québec réparties ainsi :

- 50 hôtels pour 2 347 unités hôtelières;
- 18 couettes et cafés offrant un total de 36 unités;
- 2 auberges de jeunesse comprenant un total de 285 unités.

L'un des problèmes apparus récemment et pour lequel des solutions restent à trouver est l'émergence d'une forme d'hôtellerie parallèle, alors que des appartements ou des copropriétés sont loués à une clientèle touristique. La Ville estime que 50 % des établissements d'hébergement touristique sont non conformes à la réglementation municipale (Ville de Québec, 2008).



Raoul Hunter, 22 juillet 1957

Tableau XI

Liste d'hôtels et maisons de chambres dans le Vieux-Québec en 1959

Nom	Adresse	Nombre de chambres avec bain	Sans bain
Château Frontenac	St-Louis	570	
Hôtel Victoria	St-Jean	125	10
St-Louis	St-Louis	125	
Hôtel Clarendon	Ste-Anne	95	5
Château Champlain	St-Paul (401)	75	25
Louis XIV	Place Royale	11	39
Château Normandie	Ste-Anne	8	37
Manoir Louis Joliet	Des Remparts	14	11
Old Homestead	Ste-Anne	2	20
Manoir d'Auteuil	D'Auteuil	8	8
Palace Hill	Côte du Palais	0	15
Maisons de logement¹¹			
Château View		20	
Au Vieux Foyer		8	
Cape Diamond House		14	
Château Laporte		8	
Maison Porte Kent		8	
Manoir de la Terrasse		7	
Manoir St-Louis		32	
Manoir sur le Cap		10	
Total		1140	170

Source : Québec (Province). Ministère de l'industrie et du commerce, 1959.

¹¹ L'*Inventaire économique* de 1959 énumère plusieurs maisons de logement, sans donner les adresses, pour un total de 514 chambres (le tableau indique uniquement celles se trouvant assurément dans le Vieux-Québec). Ce chiffre se rapproche des 544 unités en maisons de tourisme répertoriées, à Québec, pour l'année 1957. Par contre, selon les données existantes pour l'année 1957, 356 des 544 unités disponibles à Québec étaient situées dans le Vieux-Québec (dans le périmètre du futur arrondissement historique), sur les rues St-Louis (9 maisons), Ste-Geneviève (7 maisons), De la Porte (6 maisons), Ste-Ursule (5 maisons), Ste-Anne (2 maisons), Ste-Famille (2 maisons), des Ursulines, Dauphine, Mont-Carmel et St-Denis (1 maison par rue). Voir : Archives de la Ville de Québec, Fonds M7, VM 44-32-02, *Québec, maisons de logement (Tourists Homes)*, [1957], 2 p.

Tableau XII

Liste des hôtels dans le Vieux-Québec en 1975

Nom	Adresse	Nombre de chambres	Année d'ouverture
Château Frontenac	Des Carrières	570	1892
Hôtel Clarendon	Ste-Anne	105	1895
Gîte St-Louis	St-Louis	13	1927
Maison de chambres Rofero	Ste-Anne	14	1928
Au Vieux Québec	St-Louis	42	1928
Château Champlain	St-Paul (401)	88	1928
Hôtel Victoria	St-Jean	133	1928- 1988-
Manoir Dufferin	Ste-Geneviève	15	1929
Château View	Laporte	18	1929
Hôtel Old Homestead	Ste-Anne	23	1930
Hôtel Jardin du Gouverneur	Mont-Carmel	20	1931
Maison Crémazie	St-Louis	16	1931
Au petit foyer	Ste-Ursule	9	1931
Château Fleur de Lys	Ste-Geneviève	15	1933
Cap Diamant House	Ste-Geneviève	10	1933
Maison du Fort	Ste-Geneviève	14	1934
St-Louis House	St-Louis	14	1937
Au Vieux Foyer	St-Louis	19	1938
Doyon Tourist Rooms	Ste-Anne	23	1940
Castel du Parc	Laporte	10	1941
Château de la Terrasse	Place Terrasse-Dufferin	16	1942
Gîte de la Place d'armes	Ste-Anne	14	1944
Château Ste-Geneviève	Ste-Geneviève	8	1944
Au bon Accueil	Ste-Geneviève	12	1945
Manoir Mont-Carmel	Mont-Carmel	9	1946
Manoir Fleur de Lys	Ste-Geneviève	25	1946
Motel Frontenac	Ste-Geneviève	48	1946
Manoir Lasalle	Ste-Ursule	9	1946
Hôtel Louis Joliet	Des remparts	50	1949
Maison L. Voyer	Ste-Geneviève	7	1949
Château de Pierre	Ste-Geneviève	15	1953
Manoir d'Auteuil	D'Auteuil	16	1953
Maison Porte Kent	D'Auteuil	17	1953
Manoir sur le Cap	Ste-Geneviève	15	1957

Château Dompierre	Laporte	19	1957
Château Laporte	Laporte	8	1957
Manoir de la Terrasse	Laporte	9	1957
Château Normandie	Laporte	8	1959
Beau Site	Laporte	9	1960
La Maison acadienne	Ste-Ursule	23	1960
La maison Demers	Ste-Ursule	8	1966
Hôtel Jean-Talon	St-Paul (355)	36	1967
Manoir Marie-Rollet	Ste-Anne	8	1972
Total		1560	

Source : Higgins, 1975.



Raoul Hunter, 16 juillet 1959

Des irritants : la circulation et le bruit

Un problème récurrent émerge dans pratiquement tous les documents traitant du Vieux-Québec : la circulation, ainsi que ses corollaires (congestion, stationnement, bruit). Comme pour les fonctions, les problématiques associées à la circulation se sont transformées au fil du temps.

Au tournant des années 1960, les questions de circulation et de stationnement sont largement discutées en relation avec la conservation du quartier historique. Pour l'urbaniste Jean Cimon, le règne de l'automobile « ...tue le cœur de la ville, ruine le budget municipal, paralyse le transport en commun, détruit toute verdure et empoisonne le piéton. [...] Chaque pied carré de terrain conquis par l'automobile est une perte catastrophique pour l'esthétique et le charme de la vieille ville » (Cimon, 1959 :26). Par exemple, la Place-Royale comporte alors plusieurs espaces de stationnement. De même « La Place de l'Esplanade est devenue un garage. La Place d'Armes et la Place de la Basilique ont été rapetissées de façon lamentable pour le stationnement « perpendiculaire » et « parallèle » (Cimon, 1959 :26).

Aujourd'hui, les problèmes de circulation sont largement associés à la présence des autocars de tourisme en Haute-Ville, alors qu'en Basse-Ville, c'est le trafic lourd sur le boulevard Champlain et la rue Dalhousie qui retient l'attention. Les difficultés de stationnement pour les résidants sont aussi fréquemment discutées. En 2002, les problèmes de circulation et de stationnement avaient été identifiés par les résidants parmi les principaux problèmes à régler dans le quartier et ils étaient considérés comme une cause importante d'insatisfaction (Simard 2002).

Selon des données récentes, le Vieux-Québec absorbe chaque jour 50 000 déplacements, dont plus de 80 % sont des déplacements motorisés.

« On dénombre :

24 000 automobiles; 1 000 camions et 230 autobus du RTC par jour

20 000 travailleurs par jour

300 autobus touristiques par jour du 15 mai au 15 octobre

45 000 entrées d'autobus par année

5 000 véhicules par jour sur la rue St-Jean »

(Ville de Québec et Comité consultatif Vieux-Québec, juin 2008 : 57)

Le bruit est aussi largement causé par l'achalandage et l'animation dans le quartier. Au milieu des années 1970, des règlements sur le bruit ont été adoptés, concernant les haut-parleurs extérieurs, les heures de leur utilisation et la distance d'où la musique est entendue. La réglementation sur le nombre de bars et restaurants a aussi permis un certain contrôle de la situation. La multiplication des festivals, la présence de spectacles de musiciens ou d'amuseurs publics a aussi amené la Ville, à la suite de consultations à ce sujet, à adopter, en 1994, une « ordonnance » qui précise les modalités de travail de ces amuseurs et musiciens.

Que sera le Vieux-Québec dans 30 ans?

Nous terminerons ce document en soulevant quelques questions qui pourront peut-être nourrir la réflexion.

Le principal défi auquel semble confronté le Vieux-Québec est de trouver – et de maintenir – un équilibre entre les diverses fonctions. Les discussions et les consultations sur le Vieux-Québec et sur son avenir ont été nombreuses depuis les années 1950. Encore récemment, de 2005 à 2008, des consultations publiques ont été tenues par la Ville dans le cadre de l'élaboration du Plan directeur de quartier. Parmi les questions qu'il était alors proposé de débattre, plusieurs concernaient les problématiques de circulation et de stationnement, mais quelques-unes touchaient l'intégration des diverses fonctions du quartier :

- « Quel devrait être l'avenir de la fonction résidentielle?
- Quelle approche adopter pour l'ensemble du quartier? Pour les secteurs commerciaux?
- Comment concilier une saine cohabitation entre les fonctions résidentielle, commerciale et touristique (les commerces de proximité versus les commerces pour les touristes; l'hôtellerie versus l'habitation)?
- Spécifier les secteurs? » (Martel et Ville de Québec, 2005 : 5)

À terme, la Ville a rédigé un énoncé de vision stratégique qui propose de « faire de Québec, ville historique du patrimoine mondial, unique en Amérique du Nord par son caractère francophone et la majesté de son cadre naturel :

- Un haut-lieu de la culture contemporaine
- Une capitale des plaisirs d'hiver
- Une destination attrayante en terme de tourisme sportif, d'affaires et de croisières, et ce, en toutes saisons. »

Et ce, tout en respectant l'orientation de base du Plan directeur Vieux-Québec, définie par le Conseil municipal en 2006 «Améliorer le cadre de vie et la qualité de vie des résidents du quartier» ainsi que son orientation #1, adoptée en août 2007 «Protéger et développer la fonction résidentielle dans le quartier».

Comment les États généraux pourront-ils aborder ces questions sous de nouveaux angles? Nous espérons que le choix de nous pencher sur les différentes fonctions du quartier à trois moments donnés apportera un éclairage utile et soulèvera des questions. Il a permis, à tout le moins, de dégager quelques constats sur les transformations du Vieux-Québec entre 1964 et 2009 :

- Une baisse remarquable de la population totale se remarque, celle-ci atteignant son creux dans les années 1980. La diminution est drastique chez le groupe d'âge des 0-14 ans et, à l'encontre, on note une augmentation importante du groupe des 25-44 ans (et, de façon secondaire, des 45-64 ans);
- La perception à l'égard du quartier comme lieu d'habitat change au fil des ans : d'un secteur défavorisé en 1960 à un quartier choisi pour une certaine qualité de vie en 2009;

- Le type de commerce a changé : le quartier a laissé de côté le secteur secondaire qu'il abritait encore en 1960 et il s'est requalifié autour de la restauration et de l'hôtellerie, tout en continuant à faire une place importante à certains services professionnels, comme ceux des avocats;
- Les grands axes commerciaux sont restés les mêmes en Haute-Ville;
- La présence institutionnelle et administrative s'est maintenue, avec cependant d'importantes fluctuations (amoindrissement de la fonction éducative, stabilité – de courte durée maintenant – des institutions religieuses et implication croissante des institutions gouvernementales – surtout fédérales – dans le domaine du patrimoine et du tourisme, importants changements de vocation en Basse-Ville);
- La reconnaissance officielle du Vieux-Québec (par le biais du décret de l'arrondissement historique puis par l'inscription de Québec sur la liste des sites du patrimoine mondial) a entraîné des investissements importants pour la conservation et la mise en valeur du patrimoine. Ces investissements ont concouru à la qualité d'ensemble que l'on trouve aujourd'hui dans le Vieux-Québec.
- Au cours des années 1960 et 1970, une clientèle locale et régionale fréquentait les bars et les restaurants du Vieux-Québec; certains de ceux-ci accueillaient aussi les touristes. Peu d'activités étaient organisées spécifiquement à des fins touristiques au cours de ces années;
- Aujourd'hui, les événements culturels et festifs se multiplient et rejoignent à la fois les clientèles locale, régionale et internationale ;
- On note une augmentation de la clientèle touristique et de l'offre d'hébergement touristique par la multiplication de petits établissements, dont « un nombre non négligeable d'unités locatives occupées illégalement. » (Ville de Québec et Comité consultatif Vieux-Québec, juin 2008);

Dans la plupart des documents consultés, depuis l'enquête sur le logement de 1959 jusqu'au *Plan directeur* de 2008, se dégage un souci de préserver la mixité des fonctions du Vieux-Québec. Dans cette perspective, notre enquête a aussi permis de mettre en relief certaines « zones de contacts » précises entre les diverses fonctions du quartier (par exemple, l'évolution de la fonction commerciale vers un commerce caractérisé *a priori* par la restauration et par l'hôtellerie, et l'insertion graduelle ou récente d'institutions publiques ou privées – comme les propriétés fédérales et les institutions religieuses – dans le champ du patrimoine et du tourisme).

Quelques questions :

- Les diverses fonctions du Vieux-Québec peuvent-elles cohabiter ?
- Y a-t-il une fonction primordiale pour le Vieux-Québec aujourd'hui ?
- Est-ce que le Vieux-Québec a avant tout une fonction de « vitrine » de la ville de Québec pour favoriser le développement économique? Est-il un cadre enchanteur pour accueillir des événements qui attireront les regards étrangers sur la ville de Québec?
- Comment conjuguer préservation et évolution patrimoniale du Vieux-Québec ?
- Devons nous ajuster l'évolution du Vieux-Québec sur la logique marchande ou selon une logique de société ?
- Quelle importance doivent avoir les tendances mondiales en conservation du patrimoine sur notre propre action ? Peut-on innover dans ce domaine ?
- Comment conjuguer tourisme et fonction résidentielle? Le Vieux-Québec peut-il être un milieu de vie pour les familles ou est-ce illusoire?
- Comment contrôler le développement du logement touristique (hôtellerie parallèle)?
- Peut-on vraiment établir un lien de cause à effet entre l'augmentation du commerce touristique et la diminution des services dits de proximité?
- Comment favoriser le rehaussement de la qualité de l'offre commerciale ?
- Plusieurs autres quartiers de la ville ne vivent-ils pas aussi des problèmes de perte des commerces et de services de proximité, à l'heure où les « power centers » et les grandes surfaces se multiplient et que de nombreux commerces de quartier ferment leurs portes?
- Le Vieux-Québec est-il un quartier dont on se préoccupe plus que les autres? Si oui, pourquoi ? Et le devrait-on ?

Bibliographie

- Annuaire Marcotte de Québec métropolitain = Marcotte's metropolitan Quebec city directory, Québec, Polk, 1960.
- Brunel, Suzel, Alain Roy, et Commission des biens culturels du Québec, 2007. *Empreintes & mémoire : l'arrondissement historique du Vieux-Québec*, Québec, Publications du Québec, 237 p.
- Canada. Bureau fédéral de la statistique, 1963. *Census of Canada, 1961. Recensement du Canada, 1961*, Ottawa. Sér.CT. *Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement*.
- — —, *Ninth census of Canada, 1951 = Neuvième recensement du Canada, 1951, 1953*. Ottawa, E. Cloutier. Sér.CT. *Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement*.
- CLD de Québec, Services spécialisés aux commerçants détaillants, 2008. « Étude de marché du Vieux-Québec », septembre.
- Comité des citoyens du Vieux Québec, « Les statistiques vitales du Vieux Québec », [En ligne] www.ccvq.org/documents/reference/20070517-statistiques-vitales-vq.pdf
- Comité de rénovation et de mise en valeur du Vieux-Québec, 1970. *Concept général de réaménagement du Vieux-Québec*, [Québec], Le Comité, 201 p.
- Corriveau, Daniel, 1971. *L'industrie hôtelière dans le Vieux Québec*, mémoire de licence, Québec, université Laval, 48 p.
- Garon, Patrik, et Amélie Boisvert, 2006. « La parole citoyenne en mutation: le Comité des citoyens du Vieux-Québec depuis 1975 », Université Laval, Département de sociologie, avril.
- Gazillo, Stephen, 1981. « The evolution of restaurants and bars in Vieux-Quebec since 1900 », *Cahiers de géographie du Québec*, 25, 64, avril, p. 101-118.
- — —, 1979. « Exploiting the images of Vieux-Québec : a case study of restaurant and bar owners », mémoire de maîtrise, Université Laval, 225 p.
- Gendreau, Andrée, 1976. *Anthropologie culturelle de l'espace: étude comparative de deux lieux touristiques*, mémoire de maîtrise, Université Laval, 209 p.
- Higgins, Gilles, 1975. « Caractéristiques des établissements hôteliers dans la Communauté urbaine de Québec en 1975 », mémoire, Université Laval, 76 p.
- Lavallée, Gilles, Guy Leclerc, et Nicolas Roy, 1976. « Besoins identifiés et services requis par la population résidente du Vieux Québec », octobre.
- Lebel, Jean-Marie, Alain Roy, Gabor Szilasi, et al., 2000. *Québec, 1900-2000 : le siècle d'une capitale*, Sainte-Foy, Québec, Éditions MultiMondes, 157 p.
- Maranda, Pierre, 1991. « Qui sont les citoyens du Vieux-Québec? Et comment ressent-on la vie dans une ville du patrimoine mondial? » Québec, Comité des citoyens du Vieux-Québec, juillet.
- Martel, André, et arrondissement de La Cité Ville de Québec, division de la gestion du territoire, 2005. « Constats et forum sur la définition des orientations à l'égard des

- fonctions résidentielles, commerciales et touristiques, de la circulation et le stationnement. Plan directeur du Vieux-Québec Haute-Ville, Basse-Ville, Cap-Blanc », [Ville de Québec] décembre.
- Mercier, Hélène, 1971. Transformations dans l'occupation du sol : partie basse du vieux Québec, 1956-1970, mémoire de licence, Université Laval, 48 p.
- Michaud, Roberge, 1964. Le vieux Québec intra muros : levé du fond de plan, inventaire critique des espaces libres, mémoire de baccalauréat, Université Laval, 50 p.
- Parcs Canada, Service de la recherche en sciences sociales, Centre de services du Québec, 2008. « Rapport statistique 2007. Parcs Canada au Québec. Fréquentation et utilisation des parcs nationaux et des lieux historiques nationaux du Canada », [Québec], Parcs Canada, juin.
- Pleau, Louise, 1991. « La vie quotidienne dans l'arrondissement historique du Vieux-Québec », Québec, Comité des citoyens du Vieux-Québec, février.
- Poirier, Michèle, Christiane Savary, et Nicole Tremblay, 1977. Le Vieux Québec, [S.l., s.n.], 91 p.
- Provencher, Jean, 2007. L'histoire du Vieux-Québec à travers son patrimoine, Québec, Publications du Québec, 277 p.
- Québec (Province). Ministère de l'industrie et du commerce, 1959. Inventaire économique et industriel, Québec, Ministère de l'industrie et du commerce.
- Rousseau, Jacques, 1967. Les transformations récentes dans le Vieux Québec, thèse de licence, Université Laval, 47 p.
- Roy, Alain, 1995. Le Vieux-Québec, 1945-1963 : construction et fonctions sociales d'un lieu de mémoire nationale, mémoire de maîtrise, Université Laval, 196 p.
- Simard, Michel, Stéphane Jean, et Comité des citoyens du Vieux Québec, 2002. Vivre dans le Vieux-Québec : rapport d'enquête, [Québec], Comité des citoyens du Vieux-Québec, 15 p.
- Statistique Canada, « Recensement de la population 2006 », [En ligne] <http://estat2.statcan.gc.ca/>
- — —, 1988. Secteurs de recensement. Québec. Profils, Ottawa, Statistics Canada. (recensement de 1986)
- Thomassin, Lydie, (n.d.). « Un village dans la ville. Étude sociologique des résidents du Vieux-Québec », Québec, Organisation des villes du patrimoine mondial.
- Urbatique inc., [c1970]. Concept socio-économique - vieux Québec, Québec, Urbatique inc., 28 p.
- — —, [c1969]. Inventaire économique - vieux Québec, Québec, Urbatique inc., 153 p.
- — —, [c1969]. Inventaire sociologique--vieux Québec, Québec, Urbatique inc., 272 p.
- Vallières, Marc, Yvon Desloges, Fernand Harvey, et al., 2008. Histoire de Québec et de sa région, Québec, Presses de l'Université Laval, 3 v.
- Ville de Québec, et Robert Caron, [2005]. « Rapport périodique sur l'application de la Convention du Patrimoine Mondial. Section II: Rapport sur l'État de conservation de Arrondissement historique de Québec », [En ligne] http://www.pc.gc.ca/docs/pm-wh/rspm-whsr/rapports-reports/r9_F.asp

- Ville de Québec, arrondissement de La Cité, et Colline parlementaire Comité consultatif Vieux-Québec, Cap-Blanc, 2008. « Plan directeur quartier Vieux-Québec et Cap-Blanc. Constats et orientations. Objectifs et actions », juin, 89 p. [En ligne] http://www.ville.quebec.qc.ca/apropos/vie_democratique/participation_citoyenne/conseils_quartier/lacite/vieuxquebec/docs/plan_directeur_vieuxquebec_juin2008.pdf
- Ville de Québec, arrondissement de La Cité, division de la gestion du territoire, « Stratégie de développement et de gestion des établissements d'hébergement touristique du Vieux-Québec », 2008. [En ligne]. http://www.ville.quebec.qc.ca/publications/docs_arrondissements/lacite/strategie_dev_vieux_quebec.pdf
- Ville de Québec, Comité du plan directeur, 1987. Plan directeur d'aménagement et de développement, [Québec], La Ville, 14 v.
- Ville de Québec, 1984. Vieux-Québec / Basse-ville : une invitation à la renaissance d'un quartier, [Québec], La Ville de Québec, 73 p.
- Ville de Québec, Commission d'enquête sur le logement et Jean-Marie Martin, 1961a. Le logement à Québec: rapport de la Commission d'enquête sur le logement de la Cité de Québec. Vol 1. Recommandations, Québec, La Commission, 93 p.
- — —, 1961b. Le logement à Québec: rapport de la Commission d'enquête sur le logement de la Cité de Québec. Vol. II. Caractéristiques générales de l'habitation à Québec, Québec, La Commission.
- — —, 1961c. Le logement à Québec: rapport de la Commission d'enquête sur le logement de la Cité de Québec. Vol. III. Les conditions d'habitation et la qualité des logements, Québec, La Commission.
- Ville de Québec, service de l'urbanisme, 1983. « Arrondissement historique de Québec. Liste du patrimoine mondial. Dossier de présentation », Québec, Ville de Québec.
- Ville de Québec, Service de l'urbanisme, 1985. Analyse commerciale du centre d'affaires Vieux-Québec, Québec, Le Service, [161] f.
- Ville de Québec, arrondissement de La Cité, 2005. « Plan directeur du quartier Vieux-Québec Haute-Ville et Basse-Ville -- Cap-Blanc. Résultats du questionnaire adressé aux résidents, aux commerçants et aux propriétaires du quartier dans le cadre de l'élaboration du plan directeur du quartier », novembre.
- Ville de Québec, arrondissement de La Cité, division de la gestion du territoire, 2006. « Plan directeur de quartier Vieux-Québec Haute-Ville Basse-Ville et Cap-Blanc. Document de consultation sur les orientations et les objectifs », mars. mursmurs.org/documents/plan-directeur/20060327-plan_directeur_vieuxquebec_document_consultation.pdf